

# Les conséquences de la pauvreté à la lumière de la science

Autor(en): **Perret, Henri**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Rote Revue : sozialistische Monatsschrift**

Band (Jahr): **30 (1951)**

Heft 8

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-336598>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# ROTE REVUE

30. Jahrgang

August 1951

Heft 8

HENRI PERRET

## *Les conséquences de la pauvreté à la lumière de la science*

On parle beaucoup, en Suisse, de la protection de la famille. On a même inséré dans la Constitution un article 34 quinquies disant: « La Confédération, dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés et dans les limites de la constitution, tient compte des besoins de la famille . . . »

Nous ne dirons pas qu'on s'est contenté de sentiments élevés, de déclarations solennelles, de vœux chaleureux, mais nous avons la certitude qu'on est loin d'avoir fait assez pour la famille en général et surtout pour l'enfant, dont le développement physique, intellectuel et moral dépend en grande partie du milieu social dans lequel il vit.

Le salaire des pères est-il toujours suffisant? L'épouse peut-elle rester au foyer? N'y a-t-il pas quelques centaines de milliers de femmes mariées qui sont obligées d'aller, chaque jour, à l'usine?

On ne se rend pas suffisamment compte, en général, de l'influence énorme des conditions sociales sur l'enfant et pourtant, comme le dit le pédagogue *Rouma*, dans son livre remarquable « Pédagogie sociologique » l'influence formatrice du milieu physique et social est considérable, plus considérable qu'on ne pouvait le supposer avant les premiers travaux à base expérimentale entrepris dans ce domaine.

« Le milieu agit fortement sur la formation d'un individu; il agit sur son intelligence, sur son caractère, sur sa moralité ». Et Rouma donne à l'appui de cette affirmation des preuves nombreuses et irréfutables. Préalablement, il rappelle quelques expériences sur le développement des plantes en fonction de la lumière et de la nourriture qu'elles reçoivent. Les feuilles du bouleau, par exemple, semblent appartenir à deux espèces différentes suivant qu'elles

se trouvent à la périphérie où la lumière est abondante, ou au centre, où l'ombre est épaisse.

MacDonald a fait des expériences intéressantes sur le bluet dont le capitule est formé de fleurs stériles au milieu et de fleurs fécondes entourant les premières. Il a fait deux parts d'une certaine quantité de graines. Le premier lot fut semé dans une bonne terre, en donnant à chaque plante un espace suffisant; le second dans du sable, les graines étant très rapprochées. Dans le premier cas, les fleurs fécondes furent en moyenne de 30 par capitule, dans le second de 7 à 8 seulement. La différence de taille était considérable: les bluets sortant de la bonne terre atteignaient 50 à 80 cm de hauteur, les autres, aux tiges grêles, 10 à 20 cm seulement.

Mêmes résultats dans les expériences de Bruycker sur le seigle. En terre pauvre les dimensions des épis variaient entre 21 et 135 mm (moyenne 71 mm) en terre bien fumée, les dimensions oscillaient entre 85 et 190 mm, avec une moyenne de 120 mm.

Après avoir rappelé ces expériences, Rouma résume les enquêtes nombreuses, rigoureusement scientifiques, faites dans de nombreux pays sur des milliers et des milliers d'enfants. Les résultats constituent une accusation terrible contre les injustices sociales et les tares de notre société.

Au début de ce siècle, *Mackensie* a fait examiner 72 857 enfants de Glasgow. Il a constaté que « la taille, le poids moyen des enfants riches, sont de beaucoup supérieurs à la taille et au poids des enfants pauvres ». La différence de poids atteignait en moyenne 2 à 3 kg chez les enfants de 9 à 14 ans; la différence de taille plus de 6 cm.

Mêmes résultats à Edinbourg, où l'enquête porte sur 1400 enfants; mêmes résultats aussi à Paris où *Binet* et *Simon*, après avoir examiné des centaines d'élèves dont un grand nombre — les pauvres — présentaient une, deux, trois années de retard sur les sujets normaux, arrivent à la conclusion que « la misère psychologique est directement causée par tout l'ensemble des déplorables influences de milieu produites par la misère, la mauvaise alimentation, une mauvaise hygiène ».

Mêmes résultats encore des études faites à Washington par *MacDonald*, à Anvers par *Schuyten*, à Bruxelles par *Rouma*.

L'enquête faite à Lausanne à la même époque par le professeur *Niceforo* eut un retentissement considérable. Ce savant arrivait à la conclusion suivante qui en dit long sur les conséquences de la pauvreté. « Les enfants aisés ont les moyennes de la mensuration, de la taille, des poids absolus et relatifs, du thorax, de la force, de la dilatation du thorax, de la circonférence de la tête, de la hauteur du front, de la capacité crânienne probable, du poids

probable de l'encéphale, de la résistance à la fatigue, plus élevées que les moyennes des mêmes mensurations chez les enfants pauvres, du même âge, du même sexe et du même pays.

Après avoir lu le livre de Niceforo, Ferdinand *Buisson*, qui fut président de la Chambre Française, écrivait dans le « Radical » : « Il est donc vrai ; c'est bien la société qui crée artificiellement une classe inférieure, qu'elle entretient dans l'infériorité. C'est bien à notre organisation économique actuelle et non pas à la nature de l'homme, ou à la fatalité des choses qu'est imputable ce phénomène universel et monstrueux qu'il y a, dans le même pays, sous les mêmes lois, vivant côté à côté, une humanité normale, nourrie, vêtue, logée, soignée comme il convient et une autre qui n'atteint pas à ce luxe d'avoir la vie normale. »

« Nous pouvons l'oublier cette inégalité fondamentale et contre-nature, mais quand on nous la fait apparaître à la lumière crue de documents purement scientifiques, que faire ? Plus d'illusion possible ! Il faut choisir, ou décider qu'il n'y a qu'à laisser les choses ainsi, ou décider qu'il faut que cela change. » Et Ferdinand Buisson choisissait : il décidait qu'il faut que cela change et pour atteindre ce but, il demandait l'abolition du salariat et son remplacement par un régime de « travail associé ».

Le Dr Léon *Petit* arrivait à la conclusion, après de nombreuses et longues observations que « la tuberculose croît en raison de la misère ». « Si, disait-il, on dresse deux cartes de Paris, celle du degré de bien-être et celle de la mortalité tuberculeuse, on s'aperçoit que ces cartes sont à peu près identiques. »

Les docteurs *Courtois*, *Suffit*, *Landry*, déclaraient que la tuberculose est moins une maladie infectieuse qu'un fait social.

*Edgard Milhaud*, le savant économiste, écrit dans son livre excellent sur « La Marche au Socialisme » : « Les inégalités sociales, on n'insistera jamais trop sur ce point, dominant et conditionnent toutes les formes de la vie, même de la vie physique. Les différentes classes sociales n'ont pas un droit égal à leur développement physique, un droit égal à la santé, à la vie ; elles ne sont pas égales devant la mort. »

« Oui, la stratification et l'échelle des conditions économiques se reflètent avec une rigueur troublante dans les tables de mortalité : les pauvres sont, à la lettre, condamnés à mort, condamnés à mourir plus tôt que l'heure de la mort naturelle, de la mort normale. Ils sont privés, socialement privés, privés par la structure de la société, privés par la loi de leur condition économique de la possibilité d'un développement physique complet et normal. »

Des gens qui n'aiment pas voir les choses en face, de peur souvent de devoir en tirer des conséquences que leur égoïsme déteste, nous diront que

les conditions sociales des peuples se sont considérablement améliorées depuis un demi siècle, que la misère a presque disparu chez nous. Oui, dans une mesure appréciable, mais pas autant qu'ils le disent. Des statistiques récentes prouvent à l'évidence que les victimes de la misère sont encore bien nombreuses, hélas! En 1937, une enquête de la Société des Nations nous apprenait que dans les pays dits « civilisés » plus de 3 et demi millions de gens étaient morts, aux dires des médecins, faute de moyens suffisants de subsistance.

A la même époque on constatait qu'à Berne, une des villes européennes où le standard de vie est pourtant le plus élevé, la mortalité infantile, jusqu'à un an, était sensiblement plus forte chez les pauvres que chez les riches.

Il est donc de toute évidence que la pauvreté, la misère, exercent encore leurs ravages et que la vraie défense de la famille ne sera réalisée que le jour où l'on assurera — ce serait chose facile aujourd'hui — à tous les foyers, des ressources suffisantes, la sécurité et le bien-être.

Ces considérations devraient inspirer la politique sociale. Les gens qui luttent systématiquement contre toutes les revendications du prolétariat, même les plus légitimes, feraient bien de méditer ces choses et d'en tirer les conclusions qu'elles comportent.

MASCHA OETTLI

## *Mit Kapital und Fachleuten ist es nicht getan*

*Zum Problem der Hilfe an die wirtschaftlich unterentwickelten Länder*

Mit Punkt vier seines Programmes vom Januar 1949, mit dem Hinweis auf die Notwendigkeit der Hilfe an die wirtschaftlich unterentwickelten Länder, formulierte Präsident Truman einen Gedanken, der überall gute und hoffnungsvolle Aufnahme fand. Die Diskussion der Weltöffentlichkeit warf sich förmlich darauf, da er eine aufbauende Lösung versprach und sich daher zwischen allen Rüstungs- und Wehrprogrammen wohltuend ausnahm. Labour-England formulierte ähnliche Gedanken in seinem Vorschlag eines Weltplanes für gegenseitige Hilfe; auch dieser wurde mit größtem Interesse, ja mit Begeisterung aufgenommen.

In der Tat, der Gedanke der wirtschaftlichen Hilfe an die unterentwickelten, armen Gebiete, vor allem Asiens, Afrikas und Südamerikas, drängt sich aus verschiedenen Motiven auf: aus *politischen* Gründen, aus dem Wunsch